



Accord avec l'Indonésie: bon pour l'économie, la population et l'environnement

Le 7 mars, les citoyens suisses se prononceront sur l'accord avec l'Indonésie. Ce dernier permet aux entreprises exportatrices suisses d'accéder à l'un des plus grands marchés du monde en pleine croissance, et facilite les échanges mutuels. Grâce à des dispositions de large portée en matière de durabilité – y compris dans le domaine de l'huile de palme, cet accord apporte également une contribution importante à la protection de l'environnement et au développement social. C'est pourquoi une large alliance pour le OUI s'est formée en faveur de cet accord progressiste. Des représentants du PLR, du Centre, des Vert'libéraux, du PS, de l'UDC et d'economiesuisse se sont retrouvés aujourd'hui devant les médias et ont présenté leurs arguments en faveur du OUI.

La Suisse est un pays exportateur par excellence

La Suisse est un pays exportateur par excellence. Près de deux francs sur cinq sont gagnés grâce au commerce international. «Un accès facilité aux marchés mondiaux est une condition préalable fondamentale à notre prospérité. Après tout, pour un petit pays comme la Suisse, pauvre en matières premières, le commerce extérieur constitue un pilier important de sa croissance», a souligné la Conseillère nationale du Centre, Elisabeth Schneider-Schneiter, en ouverture de la conférence de presse. «Les accords de libre-échange sont un instrument

précieux pour notre politique économique extérieure. Ils permettent un accès privilégié et facilité aux marchés étrangers tels que l'Indonésie et suppriment des barrières commerciales coûteuses, comme les droits de douane», a poursuivi le Conseiller national PLR, Laurent Wehrli. En particulier en cette période de crise économique majeure, avec une Organisation mondiale du commerce bloquée depuis des années et des tendances protectionnistes croissantes, la Suisse a tout intérêt à se positionner plus largement dans le commerce international. Cela crée de la sécurité en matière de planification et d'investissement. L'Indonésie, en tant que partenaire économique, représente ainsi une grande opportunité.

«L'Indonésie est l'un des marchés qui présente le plus grand potentiel commercial inexploité. Selon les experts, ce pays d'Asie du Sud-Est deviendra la quatrième économie mondiale d'ici 2050. Avec cet accord, nous nous assurons un avantage concurrentiel clé. Les petites et les grandes entreprises en bénéficieront», a ajouté Christoph Mäder, président d'economiesuisse. Le président de l'UDC, Marco Chiesa, considère aussi l'accord comme une opportunité: l'ouverture à de nouveaux marchés réduit la dépendance vis-à-vis d'autres marchés, comme l'UE. L'accord de libre-échange confère un avantage concurrentiel sur l'UE et les États-Unis, qui n'ont pas d'accord de libre-échange avec ce grand marché en pleine croissance.

Un pas important vers plus de durabilité – notamment dans le domaine de l'huile de palme

Les avantages économiques de l'accord sont incontestés, mais le traité va bien au-delà. Il constitue également une étape importante pour une durabilité accrue.

«Les règles globales de durabilité figurant dans le texte du traité constituent un pas en avant. Ce n'est que lorsqu'elles entreront en vigueur que nous pourrons contribuer à un développement plus durable. S'en tenir au statu quo n'est utile à personne», a déclaré Tiana Angelina Moser, cheffe du groupe des Vert'libéraux. Fabian Molina, Conseiller national du PS et co-président de Swissaid, a appuyé ces propos: «L'accord n'apportera pas le libre-échange de l'huile de palme, mais du commerce équitable. Grâce à des règles complètes, une norme importante pour un commerce de l'huile de palme cultivée de manière durable et certifiée a ainsi été créée. Car seule l'huile de palme certifiée et traçable bénéficie des avantages commerciaux». Grâce à cet accord, la Suisse apporte une contribution importante pour que l'Indonésie atteigne des normes équitables dans le cadre de sa participation au développement durable.

L'agriculture suisse ne sera pas concurrencée

Il est également important que les concessions dans le secteur agricole soient compatibles avec l'agriculture suisse et ne mettent donc pas en danger des secteurs sensibles dans notre pays. «Lors des négociations, les préoccupations de nos agriculteurs ont été prises en compte, il n'y a donc aucun risque de concurrence avec le colza et l'huile de tournesol suisses», a déclaré le président de l'UDC, Marco Chiesa. Le Parlement a d'ailleurs adopté une motion visant à garantir que la production nationale d'huiles oléagineuses ne soit pas menacée.

L'accord avec l'Indonésie est un succès pour la Suisse. La ratification est une situation gagnante-gagnante pour les deux pays. C'est pourquoi une large alliance fait campagne pour que le OUI sorte des urnes le 7 mars.

[Télécharger le dossier de presse](#)